



Le rapport des Français à la laïcité à l'heure de la lutte contre l'islamisme

Enquête réalisée par l'IFOP pour le Comité Laïcité République
A l'occasion de la remise des Prix de la laïcité 2020
du Comité Laïcité République
[Cérémonie reportée pour cause de confinement sanitaire]

Auteurs : Jean-Pierre Sakoun / Gilbert Abergel

A l'occasion de la remise de ses « Prix de la laïcité » (5 novembre), le Comité Laïcité République a commandé à l'Ifop une enquête visant à mesurer les positions des Français sur un sujet désormais au cœur du débat public avec la multiplication des attentats islamistes et l'élaboration du projet de loi contre les « séparatismes ». Reposant à la fois sur un large échantillon de la population – 2000 personnes dont 1 000 catholiques – et sur un échantillon solide de Français musulmans (500 personnes), cette étude permet pour la première fois de comparer les positions des principales catégories de Français (ex : catholiques, athées, musulmans) sur des sujets allant des grands principes ou dispositifs relatifs à la laïcité aux dernières mesures annoncées pour lutter contre l'islamisme (ex : dissolution du CCIF, changement à la tête de l'Observatoire de la laïcité, enseignement de l'arabe...).

Les chiffres clés

- 1) **57%** des jeunes musulmans considèrent que la **Charia** est plus importante que la loi de la République (+10 pts depuis 2016), sachant que cette proportion est largement supérieure chez l'ensemble des musulmans (38%) à ce que l'on peut voir chez les catholiques (15%).
- 2) **66%** des Français musulmans s'opposent au droit des enseignants à montrer des caricatures de personnages religieux à leurs élèves, alors que ce choix éducatif est soutenu massivement par l'ensemble des Français (75%), y compris catholiques (80%).
- 3) **34%** seulement des musulmans approuvent la dissolution du **CCIF** et de **BarakaCity**, tandis que ces annonces faites après le meurtre de Samuel Paty sont largement soutenues par l'ensemble de la population (65% pour le CCIF, 76% pour BarakaCity).
- 4) **72%** des Français souhaitent que l'**Observatoire de la laïcité** soit désormais dirigé par des personnalités résolument engagées contre les intégristes religieux, dans un contexte où la vision séculariste de la laïcité gagne du terrain (+ 17 points depuis 2005).
- 5) **44%** des Français musulmans soutiennent « la loi interdisant le port de signes religieux dans les écoles, collèges et lycées publics », ce dispositif voté en 2004 étant particulièrement défendu par les musulmanes ne se voilant jamais les cheveux (59%).



LES GRANDS ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUETE

Force est de constater la remarquable stabilité de l'adhésion des Français aux grandes lois relatives à la laïcité (1905, 2004) ou aux lois relatives à l'ordre public ayant des effets sur le port de vêtements religieux (2010). Et le soutien massif aux récentes propositions de renforcement de la laïcité émises après l'assassinat de Samuel Paty confirme le consensus existant chez l'ensemble des Français autour du respect de ce principe républicain.

Mais cette enquête – dont l'intérêt est de s'appuyer pour la première fois sur un échantillon représentatif de musulmans – montre qu'en dépit d'une adhésion à l'application de la loi de 1905, les personnes musulmanes se distinguent du reste de la population dès que l'on entre dans le détail des conséquences de cette grande loi de la République.

En effet, si la majorité des Français musulmans est favorable aux mesures relatives à la laïcité sur toutes les questions d'ordre général testées dans l'enquête, ces derniers « décrochent » sur la question cruciale du port de tenues religieuses à l'école publique mais aussi dans les autres services publics...

Si cette étude révèle certaines convergences entre les adeptes des différents cultes, on ne peut que constater la grande méfiance affichée par une majorité de musulmans vis-à-vis des règles de la laïcité et a fortiori envers l'aspiration séculariste de la majorité des Français.

Mais si cette méfiance vis-à-vis de la laïcité est particulièrement forte chez les jeunes musulmans, on la retrouve aussi chez tous les jeunes – en particulier chez les moins de 25 ans – signe que les débats sur le sujet ne risquent pas de s'atténuer dans les années à venir.

A - LE SENS DONNÉ A LA LAÏCITÉ ET L'ATTACHEMENT AUX GRANDS DISPOSITIFS LEGISLATIFS

1) Une adhésion massive aux grandes lois actuelles en matière de laïcité

Le premier enseignement de l'enquête est de confirmer le consensus autour de ces dispositifs législatifs, y compris chez les Français de confession musulmane qui se prononcent favorablement à la loi de 1905, et ceci à un niveau similaire à celui des catholiques et sans religions. Mais quand il s'agit des autres grandes lois « laïques » (ou assimilées comme celle de 2010 sur le voile intégral), les Français musulmans se distinguent fortement du reste de la population, s'opposant même majoritairement à la loi de 2004 sur les signes religieux à l'École (à 56%). Dans l'esprit de nombreux musulmans, la loi de 1905 est donc sans doute compatible avec le port des signes religieux dans les écoles, collèges et lycées publics.

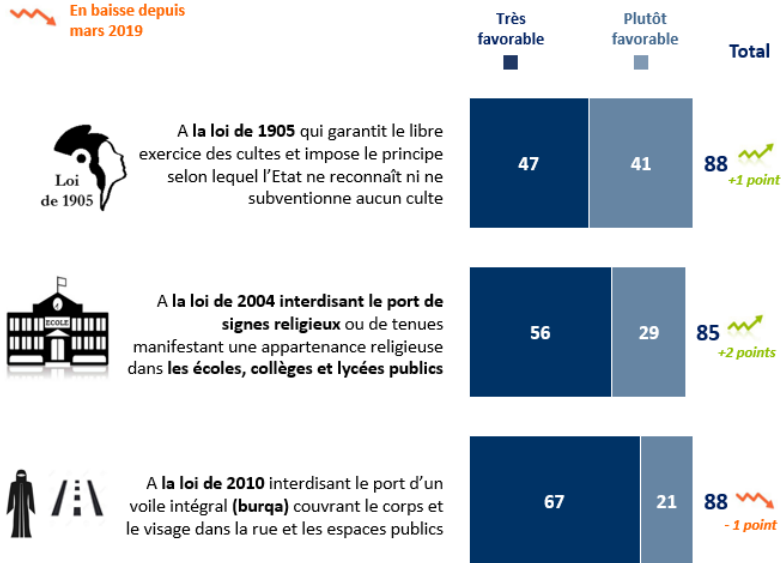
Dans tous les cas, le profil des partisans de la loi de 2004 révèle que sur pratiquement tous les segments, les Français de culte musulman sont à peu près deux fois moins nombreux que l'ensemble des Français. Chez les musulmans, les jeunes de 25 à 34 ans y sont les moins favorables. De même, on constate que le milieu urbain génère moins d'adhésion à la loi que le milieu rural.

QUESTION : Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé... ?

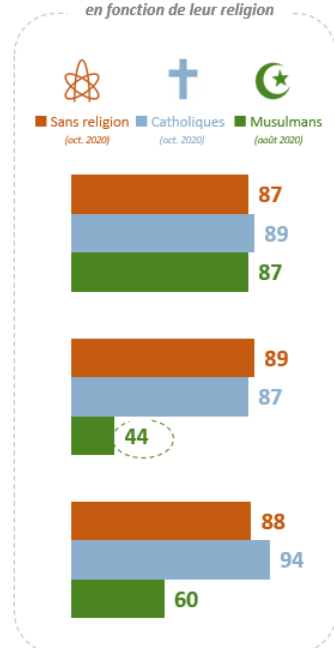
Base : personnes âgées de 18 ans et plus

En hausse depuis mars 2019

En baisse depuis mars 2019



Réponses des Français en fonction de leur religion



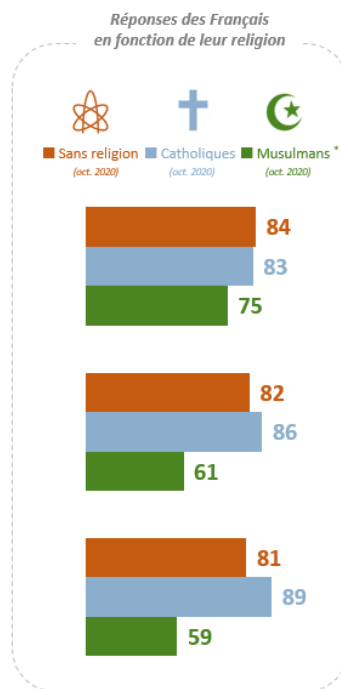
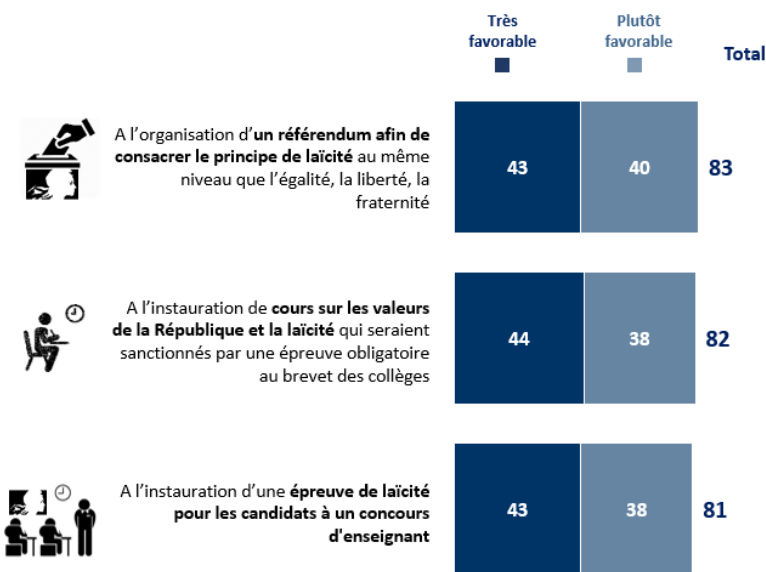
Etude ifop pour la Fondation Jean-Jaurès réalisée par internet du 12 au 18 mars 2019 auprès d'un échantillon 2 505 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

2) Un large soutien aux propositions de mesures de renforcement en matière de laïcité émises après l'assassinat de Samuel Paty

Quel que soit leur confession, les Français soutiennent nettement les propositions récentes émises – par exemple par Les Républicains - pour renforcer la laïcité à l'École et dans la loi. Certes, les Français musulmans y sont moins favorables que la moyenne des Français mais ils n'en soutiennent pas moins majoritairement ces initiatives.

QUESTION : Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé... ?

Base : personnes âgées de 18 ans et plus



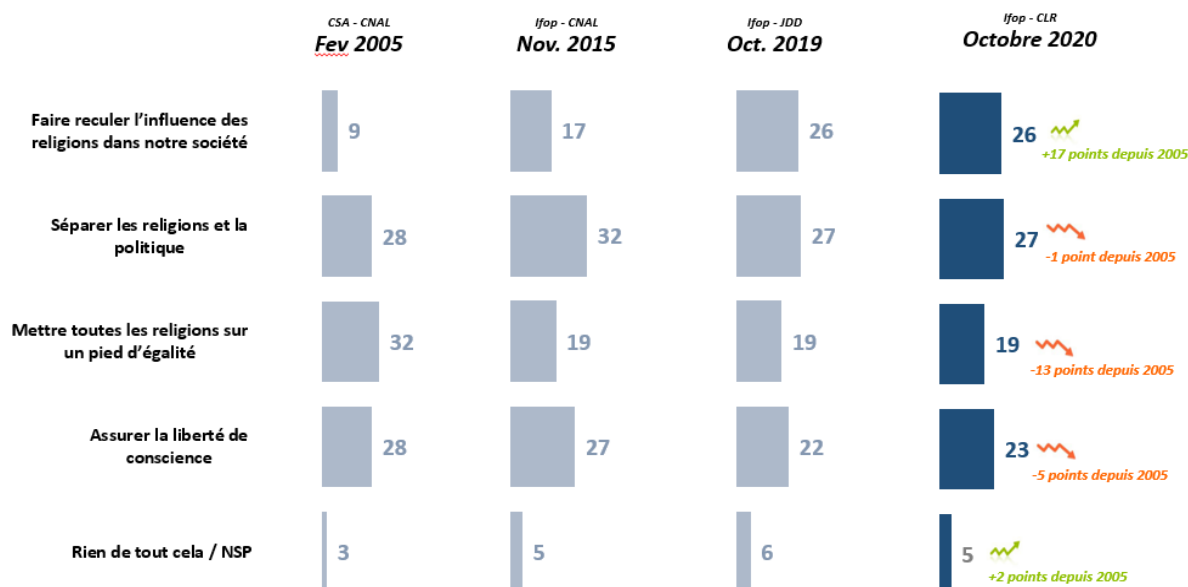
(* Ces questions portant sur des mesures consécutives au meurtre de Samuel Paty (survenu le vendredi 16 octobre), elles n'ont pas été posées à l'échantillon de 515 musulmans (août 2020) mais aux personnes de confession musulmane interrogées au sein d'un échantillon national représentatif de 2 000 personnes sondées du 20 au 22 octobre 2020. Les données obtenues de la sorte sont donc moins fiables que celles obtenues auprès de 515 musulmans

3) Un soutien croissant au principe d'une laïcité de « combat »

Sur la vision que les Français veulent donner à la laïcité, un point important est à relever : il concerne l'évolution de l'item « Faire reculer l'influence des religions dans notre société » qui passe d'un score de 9 en 2005 à un score de 26 en 2020. Un résultat qui révèle la perception d'une progression de l'influence des religions et de la nécessité de s'en protéger.

QUESTION : Pour vous, le principe de la laïcité, c'est avant tout... ?

Base : personnes âgées de 18 ans et plus



(*) Etude CSA pour le CNAL réalisée par téléphone du 2 au 3 février 2005 auprès d'un échantillon de 970 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. NSP : 2%

(**) Etude Ifop pour le CNAL réalisée par internet du 11 au 13 novembre 2015 auprès d'un échantillon 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

(*) Etude Ifop pour le JDD réalisée par internet du 24 au 25 octobre 2019 auprès d'un échantillon 1 011 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

« Mettre toutes les religions sur un pied d'égalité » recueille un score plus important chez les musulmans que chez les catholiques et sans religions.

Un résultat qui peut interroger : Les femmes de confessions musulmanes sont beaucoup moins nombreuses que les autres catégories à considérer que la laïcité doit faire reculer l'influence de la religion dans notre société (5% vs 13% chez les hommes musulmans et 26% chez les non musulmans).

Autre point qui interroge mais dont il serait hasardeux de tirer des conclusions : 43% des musulmans de catégorie aisée (23% pour la catégorie moyenne supérieure et 16% pour les catégories allant de « moyenne inférieure » à « pauvre ») pensent que la laïcité doit faire reculer l'influence des religions.

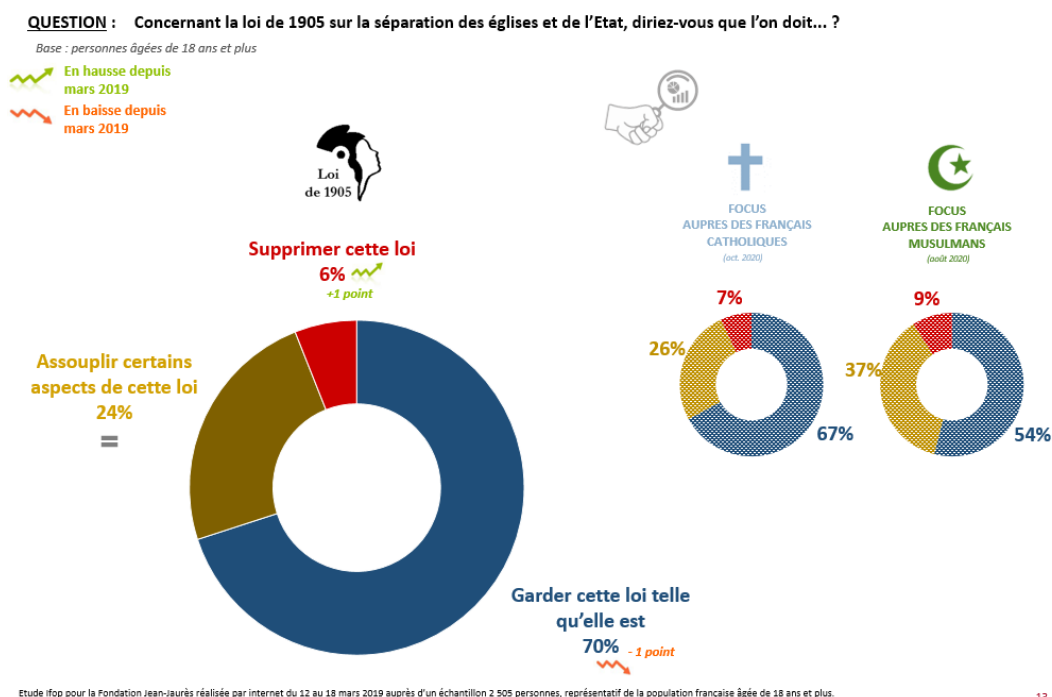
Quand il s'agit de mettre toutes les religions sur un pied d'égalité, chez les croyants musulmans, les femmes affichent un score bien supérieur à celui des hommes. Enfin, toujours sur cette thématique, plus le niveau de diplôme est élevé, moins la revendication est forte.

4) L'attitude à l'égard de la loi de séparation des Églises et de l'État

La suppression de cette grande loi n'est souhaitée que par une petite minorité insignifiante.

Son aménagement est en revanche souhaité par 37% des musulmans et 26% des catholiques pour une moyenne nationale de 24%. De 24 à 37, là aussi, les musulmans paraissent moins attachés à la loi de 1905.

On notera toutefois une légère contradiction avec le résultat obtenu à la première question qui montrait que 89% de la population musulmane y était favorable.



B - LA PLACE DE LA RELIGION DANS LA SOCIÉTÉ ET L'ESPACE PUBLIC

5) Le port des signes religieux ostensibles : des musulmans en dissonance avec le reste de la population française

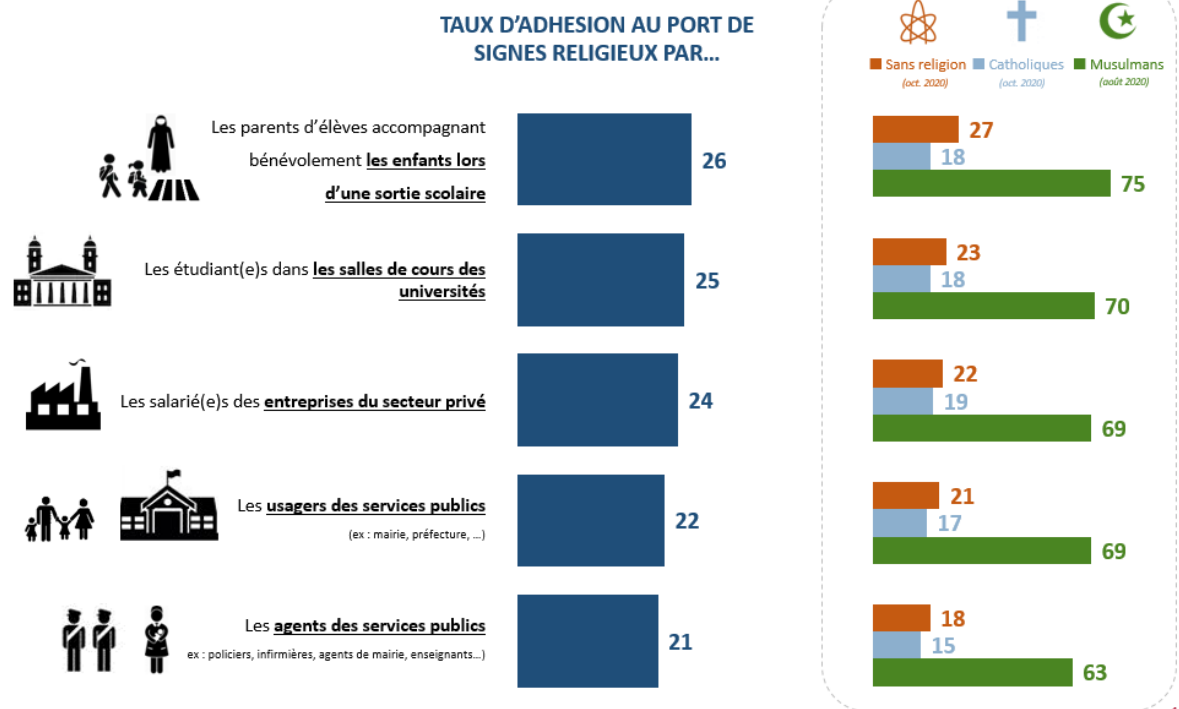
Le port des signes religieux quel que soit le lieu est massivement réclamé par les Français musulmans (de 63 % à 75%). Ils affichent ainsi un écart de 40 à 50 points avec les catholiques et les sans religion, qui eux manifestent très largement une aspiration séculariste, qui ne se dément pas par rapport à l'enquête Ifop-FJJ de mars 2019.

Peut-être peut-on attribuer cette exigence de discrétion des religions dans l'espace public à la constance du débat sur la religion qui s'est installé comme un élément essentiel de la vie politique et sociale du pays, an grand dam de Français qui sont majoritairement athées, agnostiques ou croyants laïcisés.

Le tableau des résultats par profils montre, là aussi un net décrochage de la population musulmane sur ce sujet.

QUESTION : Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé au port de signes religieux ostensibles (ex : croix, voile, kippa, turban, soutane, kesa, etc) par... ?

Base : personnes âgées de 18 ans et plus



6) L'adhésion à une évolution des dispositifs législatifs encadrant la place de la religion en France

C'est probablement le thème qui révèle avec le plus de force la revendication communautariste. Jours fériés, élargissement du Concordat, règlements spécifiques dans les

piscines, sur tous ces items, la demande des musulmans est forte, en opposition frontale avec les réponses de la très grande majorité des Français.

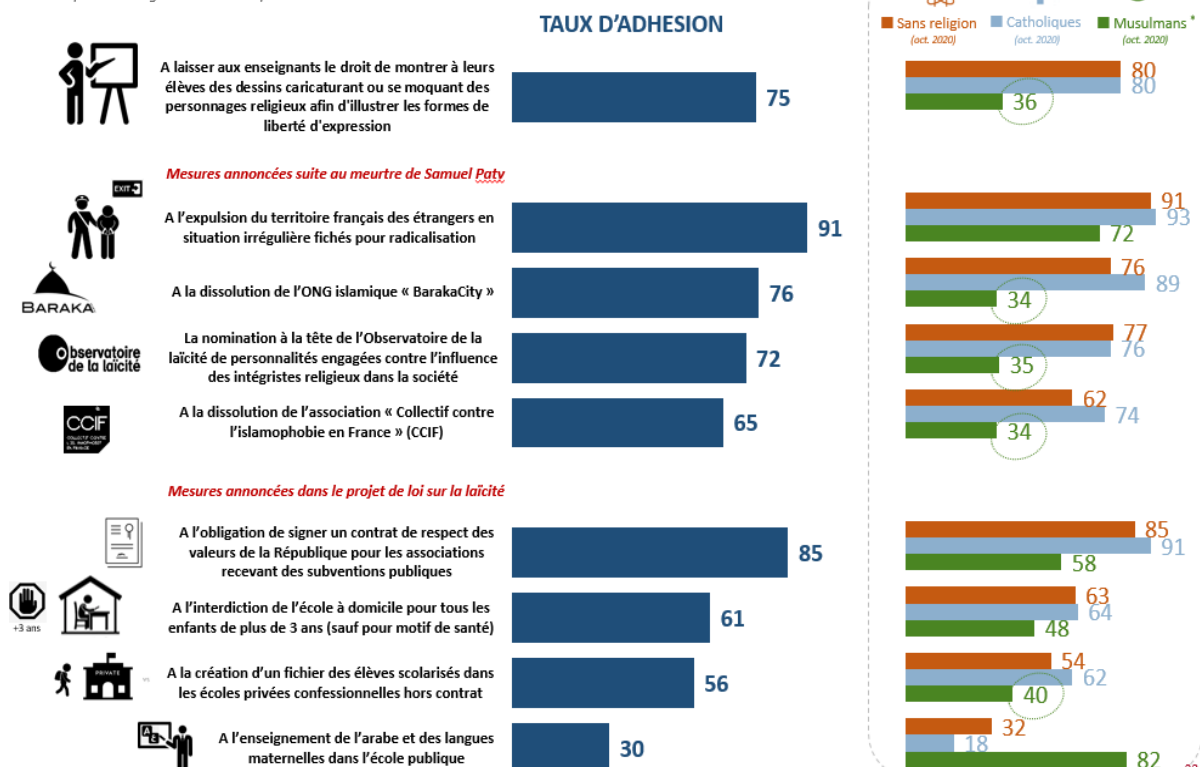
C - LA LUTTE CONTRE L'ISLAMISME

7) Un soutien assez net aux principales mesures annoncées par le gouvernement pour lutter contre l'islamisme

- Le droit de montrer les caricatures : les deux tiers (66%) des Français musulmans s'opposent au droit des enseignants à montrer des caricatures de personnages religieux à leurs élèves, alors que ce choix éducatif est soutenu massivement par l'ensemble des Français (75%), y compris catholiques (80%).
- Les mesures postérieures au meurtre de Samuel Paty : 34% seulement des musulmans approuvent la dissolution du CCIF et de BarakaCity, tandis que ces annonces faites après le meurtre de Samuel Paty sont largement soutenues par l'ensemble de la population (65% pour le CCIF, 76% pour BarakaCity). Les musulmans soutiennent en revanche nettement l'expulsion des étrangers fichés en situation irrégulière (72%)
- Le projet de loi sur la laïcité : tous les items révèlent une moindre adhésion de l'échantillon musulman aux propositions de la loi. En revanche l'enseignement de l'arabe recueille 82% d'avis favorables.

QUESTION : Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à... ?

Base : personnes âgées de 18 ans et plus



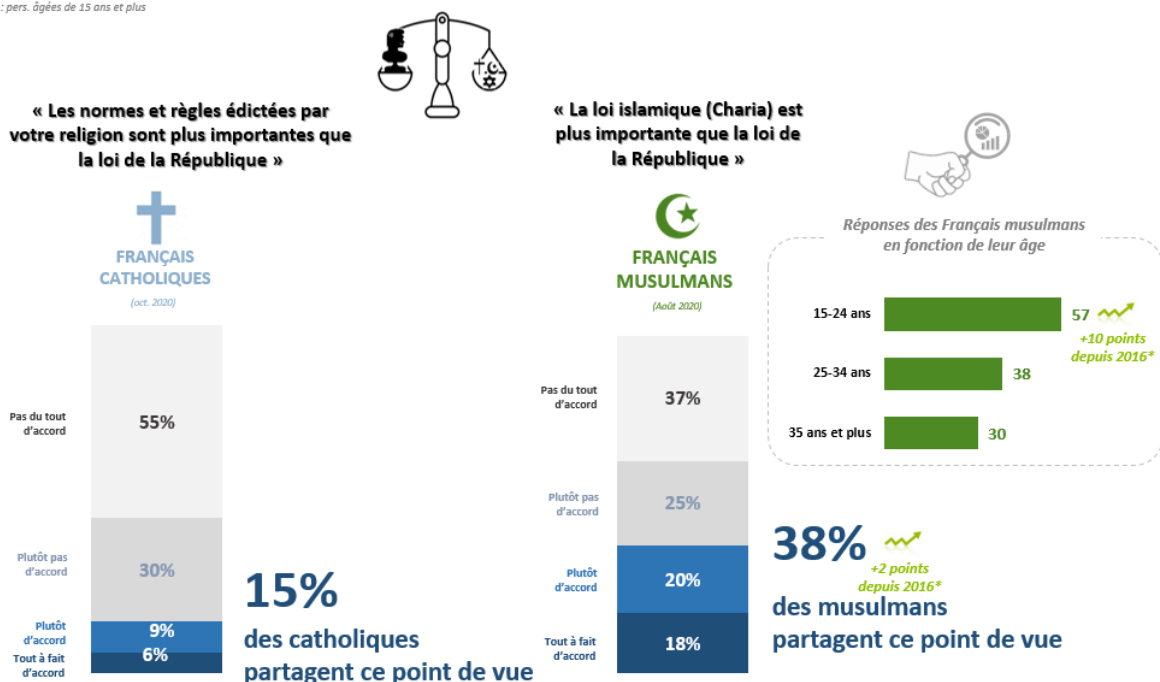
Sur ces thématiques, le positionnement des sondés se déclarant musulmans est nettement favorable à tout ce qui pourrait leur permettre de conserver leurs particularités, tout en se disant attachés au respect de la loi.

8) Des jeunes musulmans qui privilégient la Charia aux lois de la République

15% des Français se déclarant catholiques estiment que les règles édictées par la religion doivent avoir préséance sur les lois de la République. Ce taux atteint 38% chez les Français musulmans, mais surtout 57% chez les 15-24 ans musulmans, en augmentation de 10 points depuis 2016. Ce résultat corrobore celui d'une autre enquête récente.

QUESTION : Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante ?

Base : pers. âgées de 15 ans et plus



* Etude Ifop-Institut Montaigne réalisée par téléphone du 13 avril au 23 mai 2016 auprès de 874 musulmans, extrait d'un échantillon national représentatif de 15 459 personnes âgées de 15 ans et plus résidant en métropole. Afin d'assurer une comparabilité des données, les résultats de l'enquête de 2016 sont affichés sur une base hors NR/NSP. En raison des différences de mode de recueil et de la taille d'échantillon, la comparaison avec les résultats de cette enquête doit être interprétée avec prudence.

25

LE POINT DE VUE DE JEAN-PIERRE SAKOUN SUR L'ENQUETE

Ce sondage confirme ce que l'on savait déjà : la revendication d'un statut particulier avec des droits particuliers progresse fortement chez les Français musulmans, notamment chez les jeunes qui plébiscitent un modèle communautariste.

On constate un véritable basculement d'une grande partie des jeunes musulmans et l'évolution notable en ce sens, bien que moins marquée, des jeunes du même âge non musulmans. Ceci démontre que face au modèle communautariste culturellement dominant, propagé par les Etats-Unis, l'Union européenne et les pays musulmans, nos institutions l'école de la République peinent à faire valoir les qualités de la laïcité en matière de paix civile, de liberté collective et d'émancipation individuelle.

Cette enquête confirme que tous les efforts doivent être consacrés au soutien de l'école républicaine dans son entreprise de re-laïcisation, pour lui donner les moyens de former des citoyens désireux de s'émanciper.



Par ailleurs il est du devoir de toutes les forces attachées au principe de laïcité, y compris le Comité Laïcité République d'évoluer vers une action en profondeur auprès des Français de religion musulmane. Nous trouverions des adversaires déterminés certes, mais aussi des citoyens à rallier à nos idées, des citoyens auxquels nous devons faire comprendre que ce sont bien la laïcité et les valeurs républicaines qui assurent leur liberté et en particulier le libre exercice de leur culte.

Jean-Pierre Sakoun - Président CLR

Méthodologie

Étude Ifop pour le Comité Laïcité République (CLR) réalisée par questionnaire auto-administré en ligne auprès :

- d'un échantillon de 2 034 personnes, représentatif de l'ensemble de la population vivant en France métropolitaine âgée de 15 ans et plus (20-22 octobre 2020) ;
- d'un échantillon de 515 personnes, représentatif de la population de religion musulmane vivant en France métropolitaine âgée de 15 ans et plus (6-17 août 2020).

Dans ce rapport, certaines questions portant sur des mesures consécutives au meurtre de Samuel Paty (16 octobre) ont été posées aux Français de confession musulmane interrogées au sein de l'échantillon national représentatif de 2 000 personnes sondées du 20 au 22 octobre 2020. Ces données sont donc plus « fraîches » mais au regard du poids limité des musulmans dans la population française (5,6%), elles n'ont pas le même degré de fiabilité que les autres questions testées auprès de 515 musulmans en août 2020.